

L'«espion», le graffeur et le dirigeant de Saur : ces trois Français aux prises avec la justice en Azerbaïdjan

Elisabeth Pierson

Publié le 16/11/2024 à 08:03, mis à jour le 16/11/2024 à 14:16

RÉCIT - Trois ressortissants français sont arbitrairement détenus à Bakou, où la ministre française Agnès Pannier-Runacher a renoncé à se rendre à la COP29 sur fond de tensions diplomatiques à leur paroxysme.

«Ces deux semaines sont cruciales pour Théo. On va faire tout ce qu'on peut. Si ça se passe bien, c'est bon signe, sinon...». Ces propos de Charlie Clerc étaient recueillis par *Le Figaro* au lendemain de l'ouverture de la COP29¹, lancée lundi en Azerbaïdjan. Son frère *Théo Clerc*² est l'un des trois Français aux prises avec la justice azerbaïdjanaise, sur fond de *tensions entre Paris et Bakou*³. Ainsi a-t-il reçu avec amertume le rétropédalage de la ministre française de la Transition écologique *Agnès Pannier-Runacher*⁴, qui a *renoncé à se rendre au sommet*⁵ sur le climat. Le discours prononcé par le président azéri *Ilham Aliiev*⁶ la veille n'est pas passé. L'autocrate y a dénoncé l'histoire coloniale de la France et les «*crimes*» du «*régime du président Macron*» dans ses territoires d'outre-mer.

La famille de Théo comptait justement sur les projecteurs de la COP29 pour accentuer la pression sur les autorités azéries en faveur du détenu. Cet artiste de 38 ans a été interpellé en avril à Bakou avec deux amis, accusés d'avoir tagué les murs du métro. Faits qu'ils ont reconnus. Ses deux co-accusés, néo-zélandais et australien, s'en sont sortis avec de simples amendes pour «*dégradation de bien public*» et «*hooliganisme*» et ont été relâchés. Théo, lui, a été maintenu en détention.

Une décision purement politique aux yeux des autorités françaises. Une conviction confortée lorsqu'en septembre, le Français *est condamné à trois ans de prison ferme*⁷ pour ces graffitis. Le Quai d'Orsay dénonce un procès «*ouvertement discriminatoire*». Pour l'avocat azéri de Théo, cette décision est directement liée à la nationalité de son client. L'accusé a fait appel. Mais l'audience, qui devait se tenir fin octobre, a été reportée à la dernière minute au 25 novembre, soit trois jours après la COP29. Sans raison officielle. Après le renoncement de la ministre française à tout déplacement, ses deux avocates françaises, Margot Fontaine et Camille Souleil-Balducci, ont fait part de leur inquiétude sur le sort de leur client «*pris au piège de la dégradation des relations diplomatiques entre la France et l'Azerbaïdjan*». Dans un communiqué, les avocates disent craindre «*un durcissement des mesures prises par l'Azerbaïdjan*» à l'égard de Théo, «*voire une aggravation de sa peine*» lors du procès en appel.

Cadre de Saur

Avant la ministre, Emmanuel Macron avait lui-même décidé de ne pas se rendre à la COP29. Une décision perçue comme politique, alors que le torchon brûle entre Paris et Bakou depuis la condamnation française de l'*offensive militaire azerbaïdjanaise*⁸ contre les Arméniens du Haut-Karabakh, en septembre 2023. Le chef de l'Etat serait-il de surcroît embarrassé par l'affaire d'un cadre français que plusieurs médias disent proche de son ancien directeur de la sécurité, Alexandre Benalla, et qui est assigné à résidence à Bakou ? L'affaire a été révélée en octobre par le site *Intelligence Online*.⁹ Anass Derraz, directeur Moyen-Orient de l'industriel de l'eau Saur, a été arrêté en juillet alors qu'il effectuait un déplacement à Bakou. Depuis, cet homme que certains médias présentent comme ancien associé d'Alexandre Benalla est en résidence surveillée sur place. Contacté par *Le Figaro*, le groupe Saur confirme qu'«*un employé de la branche Saur International est en Azerbaïdjan*», mais affirme que celui-ci s'y est rendu «*à titre personnel*». Son avocate affirme pourtant au *Figaro* qu'il s'y trouvait «*en prospection pour des opportunités relatives aux infrastructures de fourniture d'eau*».

Prenant cette situation «*très au sérieux*», le groupe dit collaborer «*étroitement avec le Quai d'Orsay et les services compétents*» sur ce dossier. L'Élysée comme le ministère des Affaires étrangères, de leur côté, ont gardé le silence.

Le profil de l'intéressé ne serait pas anodin selon plusieurs articles de presse. Selon *Mediapart*¹⁰, en 2018, des négociations auraient eu lieu entre Alexandre Benalla, alors chef des services de sécurité du président Macron, et Farhad Ahmadow, un milliardaire russe d'origine azerbaïdjanaise, concernant son yacht de luxe. Alexandre Benalla et son associé Anass Derraz auraient obtenu de l'oligarque, lui-même proche du président azéri *Ilham Aliiev*¹¹, un montant de 5,6 millions d'euros en échange de la levée de l'immobilisation du *Luna* placé sous séquestre aux Émirats arabes unis.

Des informations que l'avocate d'Anass Derraz qualifie d'«*entièrement erronées*». Sollicité, le Quai d'Orsay rappelle simplement que «*comme tous les ressortissants français qui en font la demande, notre compatriote bénéficie de la protection consulaire prévue par la Convention de Vienne*». Pour une source parlementaire au fait de ces dossiers, le fait que ce détenu soit possiblement issu du cercle rapproché d'Emmanuel Macron «*n'est pas insignifiant*».

Espionnage

Les arrestations arbitraires de Français pour des charges obscures serait-il le nouveau procédé de Bakou pour faire pression sur Paris ? «*Ils ont identifié dans la diplomatie française la faille très importante de l'intimidation. Dès qu'il est question d'otages, le Quai d'Orsay est tétanisé*», pointe notre source parlementaire. Le troisième ressortissant détenu par les autorités azéries est lui, accusé d'«*espionnage*». Le 4 décembre 2023, Martin Ryan, *homme d'affaires français résidant à Bakou, a été arrêté*¹² par les services de sécurité de l'Azerbaïdjan (DTX). L'ambassade azérie à Paris confirmé qu'il est «*soupçonné d'avoir commis des actes d'espionnage*», sur fond d'échanges téléphonique avec des agents de la DGSE.

Depuis, sa détention provisoire a été prolongée. Le Quai d'Orsay a vivement condamné cette arrestation, disant rejeter les «*allégations présentées par l'Azerbaïdjan pour justifier ses agissements hostiles*». Pour Richard Ryan le père du détenu, son fils n'a fait que fréquenter deux diplomates qui seraient en réalité des agents des services français, et devenu ainsi «*victime collatérale des tensions qui opposent la France et l'Azerbaïdjan*». Trois semaines après l'interpellation de Martin Ryan, Bakou annonçait l'expulsion de deux diplomates français. Par réciprocité, Paris prenait dans la foulée une mesure identique. «*Une fois, (Martin) m'a dit : "on a voulu m'utiliser comme un pion"*», raconte le

père affirmant que son fils estimait que les deux diplomates expulsés *«s'en tiraient à bons comptes»*.

Rendez-vous à l'ambassade azérie

Au vu de la sensibilité des dossiers, Charlie Clerc, le frère de Théo, se veut prudent. *«Étant donné le sort qu'ils réservent à leurs opposants politiques¹³ en France, ils sont capables de tuer sans problème. Mais ils tiennent à leur image. En général, quand la France dit quelque chose, ils répondent. J'essaye d'actionner ce levier-là»*, explique-t-il. Le *«bureau de protection des détenus incarcérés à l'étranger»* du ministère des Affaires étrangères lui transmet, au compte-goutte, les informations provenant de l'ambassade de France à Bakou. Régulièrement, il s'entretient avec son frère par téléphone.

Un samedi, Charlie Clerc reçoit un appel d'un numéro inconnu. C'est l'ambassade d'Azerbaïdjan à Paris. Le conseiller de l'ambassadrice lui propose un rendez-vous. Curieux, il accepte. *«Je lui ai dit que je n'avais absolument rien contre l'Azerbaïdjan. Mon seul intérêt, c'est que Théo ait un jugement honnête, en accord avec les autres accusés, et qu'on s'en tienne à ça»*. L'interlocuteur se montre affable, lui recommande de faire appel au jugement, et lui promet de transmettre sa demande au gouvernement azéri. Le Français ressort avec un faible espoir, très vite déçu : lorsque Théo fait appel, les autorités azéries décident de reculer l'audience après la COP29.

Avec le renoncement d'Agnès Panier-Runacher, l'espoir d'une amélioration s'estompe encore un peu plus pour la famille Clerc. La tension bilatérale est à son paroxysme. Depuis septembre, le Quai d'Orsay a changé ses conseils aux voyageurs et déconseille désormais *«sauf raison impérative»* aux ressortissants français, *«y compris binationaux»*, de se rendre en Azerbaïdjan, sous peine de s'exposer *«à un risque d'arrestation, de détention arbitraire et de jugement inéquitable»*.

Le Figaro.fr: - <https://www.lefigaro.fr/international/l-espion-le-graffeur-et-l-associe-d-alexandre-benalla-ces-trois-francais-aux-prises-avec-la-justice-en-azerbaïdjan-20241116>

1) <http://www.lefigaro.fr/sciences/cop29-les-negociateurs-sont-encore-tres-loin-d-un-accord-20241115>

2) <http://www.lefigaro.fr/international/azerbaïdjan-un-francais-condamne-a-3-ans-de-prison-pour-des-graffitis-20240912>

3) <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/comment-l-azerbaïdjan-utilise-aussi-la-corse-pour-attaquer-la-france-20240606>

4) <http://www.lefigaro.fr/politique/transition-ecologique-la-ministre-agnes-pannier-runacher-menace-de-demissionner-sans-amelioration-de-son->

budget-20241018

5) <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/cop-29-la-ministre-de-la-transition-ecologique-annonce-qu-elle-ne-se-rendra-pas-au-sommet-20241113>

6) <http://www.lefigaro.fr/international/azerbaidjan-le-president-ilham-aliev-reelu-pour-un-cinquieme-mandat-20240207>

7) <http://www.lefigaro.fr/international/azerbaidjan-un-francais-condamne-a-3-ans-de-prison-pour-des-graffitis-20240912>

8) <http://www.lefigaro.fr/international/pourquoi-l-azerbaidjan-pourrait-ne-pas-s-arreter-au-haut-karabakh-20230921>

9) <https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2024/10/09/dgse-benalla-et-la-saur-pris-dans-les-guerres-informationnelles-de-bakou-contre-paris,110314207-evl>

10) <https://www.mediapart.fr/journal/france/140224/la-police-confirme-les-financements-russes-d-alexandre-benalla>

11) <https://www.lefigaro.fr/international/en-azerbaidjan-l-inamovible-ilham-aliev-precipite-sa-reelection-20240206>

12) <http://www.lefigaro.fr/international/azerbaidjan-un-francais-accuse-d-espionnage-interpelle-20240109>

13) <http://www.lefigaro.fr/international/la-vie-dans-l-ombre-de-mahammad-mirzali-refugie-azeri-le-plus-menace-de-france-20230131>